

Compression des dépenses de l'État

Je suis prêt à parier que le chef canadien qui le premier parlera à la population un langage simple et clair gagnera à sa cause un nombre appréciable d'incrédules. De nos jours, les gens en savent long. Ils remettent la palme non pas à ceux qui promettent la perfection ou qui prétendent ne s'être jamais trompés, mais à ceux qui, malgré leurs limites, s'efforcent de faire de leur mieux, de façon intègre et intelligente. Si le politicien agit autrement, cela signifie qu'il souffre d'insécurité ou qu'il méprise ses électeurs.

Je crois que les Canadiens sont en quête de nouvelles voix, de nouvelles idées et de nouveaux chefs, et même si le gouvernement a ses limites et qu'il ne peut résoudre tous les problèmes, nous refusons, en tant que Canadiens, d'accepter l'échec et la médiocrité. Ce n'est pas là notre patrimoine canadien.

Il faut admettre que notre parti n'a pas été parfait, aucun ne l'est. Nous avons commis des erreurs et nous les avons payées, mais notre parti a toujours donné une bonne direction, manifesté de la compassion et réalisé des progrès, c'est un parti qui investit surtout dans la population, et nous croyons fermement que, pour évaluer un gouvernement, il ne s'agit pas de connaître sa cote de popularité auprès de l'élite, mais son sens de l'honnêteté et de l'équité dans ses rapports avec les personnes qui doivent compter sur lui. Les hommes d'affaires, les syndiqués, les agriculteurs, les éducateurs, les hommes de science et les membres du gouvernement ne doivent pas lutter isolément mais devraient rechercher les mêmes objectifs et les occasions communes. Voilà le genre de gouvernement que nous aurions sous la direction du chef de l'opposition officielle (M. Clark).

M. Frank Maine (Wellington): Monsieur l'Orateur, à propos du bill C-19 qui abroge certaines lois, permettant ainsi au gouvernement de réduire ses dépenses, j'aimerais faire quelques observations sur la nécessité pour le gouvernement de comprimer ses dépenses. Depuis quelques mois déjà, le message qui nous parvient des électeurs d'un peu partout au Canada est clair et net. Nous avons besoin d'aide pour lutter contre l'inflation, et d'aide de tous les coins du pays. Nous devons convaincre le public que le gouvernement est sérieux dans ses intentions, et la meilleure façon de le faire c'est de lui servir d'exemple.

En période d'austérité, il nous faut décider quels programmes peuvent être supprimés ou élagués de façon à nous permettre de réduire nos dépenses. Ces programmes devront être de ceux dont la suppression n'affectera pas sensiblement le bien-être des Canadiens. Par conséquent, une des choses à faire c'est de supprimer les programmes de dépenses devenus inutiles, ou ceux que nous ne pouvons nous permettre en période d'austérité.

Certains programmes ont atteint les objectifs qui leur avaient été fixés; le gouvernement fédéral n'a donc pas à continuer de les financer, mais au besoin leur trouver d'autres sources de financement, le secteur privé, par exemple. Enfin, certains programmes nés d'excellentes idées n'ont pas répondu à l'attente du gouvernement: il faut le reconnaître et y mettre un terme.

● (2020)

Il y a d'autres programmes dont le gouvernement avait nettement l'intention d'atteindre les objectifs, et il a réussi. Voilà pourquoi il faut mettre fin aux programmes dont les objectifs ont été atteints. On peut en reconnaître trois exemples dans le cas de la Compagnie des jeunes Canadiens,

[M. Elzinga.]

d'Information Canada et de la loi stimulant la recherche et le développement scientifiques, dont le programme est mieux connu sous le sigle anglais IRDIA. Je pense que la fin de ces programmes illustre bien l'attitude adoptée par le gouvernement fédéral dans la révision de ses politiques, en examinant ce qui peut se faire et en mettant un terme aux programmes devenus inutiles.

J'aimerais parler un peu plus longuement du programme IRDIA, car il s'agit de celui que je connais le mieux, m'y étant intéressé pendant le plus clair de ses dix années d'existence. Mis en œuvre en 1966, ce programme a exercé une influence vraiment positive sur la recherche et le développement scientifiques au cours des derniers dix ans. Il avait été conçu en vue de stimuler la recherche appliquée à l'industrie.

On procédait comme suit: une société qui consacrait à la recherche une somme supérieure à la moyenne des dépenses de recherche des cinq années précédentes devait bénéficier d'un dégrèvement fiscal de l'ordre de 150 p. 100. Les sociétés réalisaient donc un bénéfice aussi longtemps qu'elles relevaient leur budget de recherche et de développement. Beaucoup d'entreprises canadiennes se sont prévaluées de cet avantage. La plupart des laboratoires de recherche ont été construits au cours des dix dernières années et les sociétés en cause ont directement profité de cette mesure. Les sociétés ne peuvent toutefois pas continuer de construire de nouveaux laboratoires uniquement pour bénéficier de ce dégrèvement fiscal et au cours des dix dernières années, très peu de sociétés en ont bénéficié.

En général, les sociétés n'intensifient pas indéfiniment leurs efforts en matière de recherche et de développement. Les dépenses de recherche finissent par se stabiliser. Ce qui arrive alors, c'est que le montant de base atteint le niveau des dépenses et les dépenses de recherche ne sont plus assez fortes pour donner droit à ce dégrèvement fiscal. Par conséquent, le programme a fait son temps. Il a fait ce qu'il avait à faire. On ne peut plus en retirer aucun avantage sous forme de réductions d'impôts. A une ou deux exceptions près, c'est là que nous en sommes. A mon avis, le maintien de ce programme ne servirait qu'à augmenter inutilement la paperasserie, et le gouvernement comme l'industrie peuvent très bien s'en passer.

En ce qui concerne l'ensemble de la recherche et du développement industriels, les stimulants qui avaient été mis en place ont été réexaminés au cours de l'année. M. Gordon Sharwood, un consultant privé engagé par le ministère de l'Industrie et du Commerce, a dirigé une étude globale, en collaboration avec des fonctionnaires des sciences et de la technologie, pour examiner les programmes gouvernementaux en matière de recherche et de développement et voir si l'on ne pouvait pas les rajeunir et les améliorer. Ce groupe a notamment recommandé de mettre fin aux programmes qui ne sont plus efficaces, et de changer la formule de certains. On examine actuellement ces recommandations et on est en train d'élaborer de nouveaux programmes.

Si l'on examine les résultats obtenus, on voit que la loi stimulant la recherche et le développement scientifiques a atteint ses objectifs et a fait son temps; mais il est absolument faux de vouloir en conclure que le gouvernement ne désire plus aider la recherche et le développement scientifiques. C'est pourtant ce qu'ont dit certaines personnes en lisant, il y a